

Année européenne de la jeunesse 2022

2021/0328(COD) - 16/11/2021 - Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique

La commission de la culture et de l'éducation a adopté le rapport de Sabine VERHEYEN (PPE, DE) sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à une Année européenne de la jeunesse 2022.

La commission compétente a recommandé que la position du Parlement européen adoptée en première lecture dans le cadre de la procédure législative ordinaire modifie la proposition comme suit:

Objectifs

Selon les députés, l'Année européenne de la jeunesse devrait amorcer **un processus de réflexion sur l'avenir des jeunes et leur participation active à la construction du projet européen** et devrait viser en particulier à :

- redonner des perspectives positives aux jeunes négativement affectés par la pandémie de COVID19, en soulignant comment les transitions verte et numérique et les autres politiques de l'Union offrent des opportunités à ces jeunes et à la société dans son ensemble;
- **tenir compte des besoins et préoccupations des jeunes**, y compris ceux soulevés lors de la conférence sur l'avenir de l'Europe, et les aider à développer des possibilités, et réaliser des objectifs concrets et inclusifs, tout en utilisant au mieux les instruments de l'Union;
- encourager et **donner les moyens** à tous les jeunes, en particulier les jeunes ayant issus de milieux défavorisés ou appartenant à des groupes vulnérables et marginalisés, ainsi que les jeunes provenant de régions rurales, périphériques et moins développées, à acquérir des connaissances et des compétences utiles et une meilleure compréhension de l'environnement dans lequel ils évoluent;
- aider tous les jeunes à acquérir une meilleure compréhension des diverses possibilités qui leur sont offertes par les politiques publiques aux niveaux européen;
- **intégrer la politique de la jeunesse dans tous les domaines d'action pertinents de l'Union**, afin de veiller à ce que la perspective de la jeunesse soit prise en compte à tous les niveaux du processus décisionnel de l'Union.

Types de mesures

Les mesures à prendre pour atteindre les objectifs devraient consister, entre autres, à :

- organiser des manifestations, culturelles ou autres et des initiatives politiques ciblant les jeunes afin de promouvoir un débat inclusif sur les défis qu'ils rencontrent, notamment en ce qui concerne **leur situation sociale et leurs conditions de travail**, y compris le problème des stages et des apprentissages non rémunérés, la validation des compétences acquises dans le cadre de l'éducation non formelle et informelle et le renforcement des structures d'animation de jeunesse et de bien-être mental;
- mettre au point **des projets et des politiques à long terme** en faveur de la jeunesse européenne;

- réaliser des campagnes d'information et d'éducation et de afin de transmettre des **valeurs** telles que le respect, l'égalité, la justice, la solidarité, le bénévolat, le sentiment d'appartenance et de sécurité, le sentiment d'être entendu et respecté;
- créer des espaces et des outils d'échange sur la façon de transformer les défis en chances à saisir et **les idées en actions**;
- autoriser l'utilisation de références à l'Année européenne comme **label** dans la promotion des activités susceptibles de contribuer aux objectifs de l'Année européenne.

Coordination au niveau de l'Union

La Commission et la coordinatrice européenne des activités relatives à la jeunesse devront organiser des réunions des coordonnateurs nationaux, de représentants de la jeunesse ayant une expérience sur le terrain, de représentants de la Commission et de représentants du Parlement européen pour coordonner le déroulement de l'Année européenne. Le Forum européen de la jeunesse et les autres organisations de jeunes devraient être impliqués.

Budget et cofinancement

Les députés ont proposé que l'enveloppe financière pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022 soit fixée à **10 millions d'EUR**. Une enveloppe financière supplémentaire de **2 millions d'EUR** serait prévue pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 afin de soutenir les activités menées en 2023, en vue de créer un héritage durable pour l'Année européenne.

Les crédits annuels seraient autorisés par le Parlement européen et le Conseil dans les limites du cadre financier pluriannuel 2021-2027.

Le cofinancement serait assuré à partir de programmes et d'instruments financiers de l'Union destinés à soutenir la mise en œuvre de l'Année européenne conformément aux règles applicables à ces programmes et instruments.